

BOTSWANA. LA BONNE REPUTATION DU PAYS MASQUE LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

**AMNESTY INTERNATIONAL
COMMUNICATION POUR LA 43^e SESSION
DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU,
3 MAI 2023**

RESUME

Le Botswana bénéficie d'une réputation relativement bonne en matière de respect et de promotion des droits humains, mais en y regardant de plus près, on constate que le pays fait face à différents défis importants en la matière.

Dans cette optique, la présente communication a été préparée pour les besoins du prochain Examen périodique universel (EPU) du Botswana, qui doit se tenir en mai 2023. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations faites au Botswana lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne les châtiments corporels, les violences liées au genre, le recours illégal à la peine de mort et les droits des personnes réfugiées et migrantes.

Cette communication se termine par une série de recommandations faites au Botswana qui, si elles sont mises en œuvre, contribueront à améliorer la situation des droits humains dans le pays.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Lors de l'examen précédent, le Botswana avait accepté 93 des 207 recommandations qui lui avaient été faites¹.
2. Depuis lors, le Botswana a fait des avancées concernant la mise en œuvre de certaines recommandations, parmi lesquelles certaines qui avaient été pris en note, en particulier en ce qui concerne les droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres ou intersexuées (LGBTI)². En novembre 2021, la Cour d'appel a confirmé la décision rendue par la Haute Cour jugeant inconstitutionnelle la loi réprimant pénalement les relations sexuelles consenties entre personnes du même sexe³.
3. Le Botswana avait accepté une recommandation formulée lors de l'examen précédent qui visait à protéger les enfants de l'exploitation⁴. Néanmoins, le pays continue de légaliser le recours aux châtiments corporels contre les enfants à l'école et à la maison.
4. Le Botswana a adhéré en juillet 2021 à la Convention relative aux droits des personnes handicapées⁵, mais n'a ratifié aucun des autres traités fondamentaux relatifs aux droits humains.
5. Il est regrettable que le Botswana ait pris note de deux recommandations portant sur la protection des droits des personnes réfugiées, notamment celle de lever les réserves concernant la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Le Botswana maintient ses réserves et les conditions d'asile dans le pays deviennent de plus en plus précaires (voir la section sur la situation des droits humains sur le terrain).
6. Le Botswana avait accepté cinq recommandations concernant la violence liée au genre⁶, et pourtant la situation des femmes a continué à se détériorer dans le pays. Le gouvernement n'a pas non plus pris de mesures pour donner suite aux recommandations visant à ériger le viol conjugal en infraction⁷.
7. Le Botswana avait accepté deux recommandations⁸ relatives au lancement de consultations publiques sur le recours à la peine de mort. Ce débat est en cours dans le cadre de la révision de la Constitution.
8. Le Botswana avait approuvé 15 recommandations de l'examen précédent concernant la création d'une institution nationale des droits humains en conformité avec les Principes de Paris, mais cette institution n'est pas encore opérationnelle, bien qu'elle soit en train d'être mise en place⁹.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

9. Le cadre institutionnel national des droits humains de la République du Botswana repose sur la Constitution, la législation nationale, les politiques et les organes tels que la Commission électorale indépendante, le Bureau du médiateur ainsi que les ministères et les services au sein du gouvernement. Il existe également une société civile active et des organisations citoyennes qui continuent de contribuer de façon significative à la promotion et à la protection des droits humains dans le pays.
10. Cependant, le pays est confronté à un défi majeur en ce qui concerne le cadre des droits humains. Bien que la Constitution définisse les droits et libertés fondamentaux des citoyens, elle ne garantit pas les droits socio-économiques, ce qui a contribué à accroître la vulnérabilité et la dépendance des populations démunies.
11. Le Botswana a ratifié un grand nombre de traités internationaux, mais il ne transpose pas de nombreuses dispositions du droit international dans son droit national, ces dernières ne pouvant donc pas être appliquées. Il est regrettable que le Botswana n'ait pas mis en œuvre les cinq recommandations formulées lors de l'examen précédent pour prendre des mesures en ce sens¹⁰.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Châtiments corporels

12. Au Botswana, les châtimens corporels (flagellation) sont couramment utilisés comme forme de sanction dans les tribunaux traditionnels. Ils sont également légaux en vertu de la section 27 et de la section 61 de la loi sur les enfants¹¹. Selon l'ONG Ditshwanelo (Centre des droits humains du Botswana), un adolescent de 16 ans a été fouetté dans un tribunal traditionnel (la *Kgotla*) par le chef adjoint du village de Mahetlwe, dans le district de Kweneng, sur ordre de la police, pour défaut de port du masque, comme l'exigeait la réglementation mise en place pour faire face à la pandémie de Covid-19¹².

La peine de mort

13. Le Botswana est le seul État d'Afrique australe qui procède encore à des exécutions, allant à l'encontre de la tendance croissante vers l'abolition¹³. Le nombre de plus en plus important d'États qui abolissent la peine de mort ou s'abstiennent d'y recourir montre que la peine de mort est de plus en plus reconnue comme un châtimens cruel, contraire à l'interdiction de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, prévue par la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Amnesty International s'oppose à la peine de mort en toutes circonstances, car elle constitue la peine la plus cruelle, la plus inhumaine et la plus dégradante qui soit.
14. Le Botswana inflige obligatoirement la peine de mort pour différentes infractions [en vertu du] Code pénal¹⁴ et de la loi de 1997 sur les forces armées du Botswana¹⁵. L'application obligatoire de la peine de mort est interdite par le droit international. Le Comité des droits de l'homme des Nations unies a déclaré que « les peines de mort obligatoires qui ne laissent aux juridictions nationales aucune latitude s'agissant de qualifier l'infraction de crime justifiant la peine de mort et de prononcer la peine capitale dans la situation particulière de l'auteur de l'infraction, sont arbitraires par nature¹⁶. » Le 28 novembre 2019, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a statué dans un arrêt historique que l'application de la peine de mort à titre de châtimens obligatoire était manifestement inique, car elle prive la personne inculpée du droit d'être entendue et de présenter des circonstances atténuantes, et qu'elle constituait une privation arbitraire de la vie¹⁷.
15. Amnesty International a recensé trois exécutions, six condamnations à mort et une commutation de peine capitale au Botswana en 2021. Six personnes étaient sous le coup d'une condamnation à la peine capitale à la fin de 2021. Dans tous les cas cités, il s'agit d'hommes condamnés pour meurtre. Le nombre de personnes exécutées en 2021 est identique à celui de 2020¹⁸.
16. Les condamnés à mort sont soumis à des traitements cruels, inhumains ou dégradants avant leur exécution. La date et l'heure de l'exécution prévue ne leur sont pas communiquées à l'avance. Les condamnés à mort sont détenus dans un endroit séparé, dénommé « *Cellule 10* ». La veille de son exécution, la personne condamnée à mort est transférée à 6 heures du matin dans la cellule « *veille de la mort* », où elle passe les dernières 24 heures de sa vie. Les condamnés sont exécutés par pendaison à 6 heures du matin le lendemain. Selon le Comité des droits de l'homme, « le fait de ne pas informer en temps utile les condamnés du couloir de la mort de la date prévue de leur exécution est considéré comme une forme de mauvais traitement, qui rend l'exécution ultérieure contraire à l'article 7 du [Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹⁹] ». »
17. Les autorités du Botswana ne préviennent pas non plus les membres de la famille ni les représentants des condamnés susceptibles d'être exécutés de façon imminente, et ces exécutions ne sont pas annoncées publiquement. En outre, les corps des personnes exécutées ne sont généralement pas remis aux membres de leur famille pour être enterrés.

Violences liées au genre

18. La violence à l'égard des femmes au Botswana reste à des niveaux très élevés, les statistiques les plus récentes montrant que 67 % des femmes ont été victimes d'une forme de violence sexuelle²⁰. En avril 2021, le Centre de prévention des violences fondées sur le genre et de soutien aux victimes au Botswana, une ONG locale, a signalé que les violences faites aux femmes et aux filles étaient plus nombreuses depuis le début de la pandémie de COVID-19²¹.
19. D'après les dernières statistiques du FNUAP sur la violence basée sur le genre, seulement 1,2 % des femmes botswana ont signalé des cas de violence liée au genre à la police, ce qui témoigne d'un manque de confiance dans la police et dans le système judiciaire dans son ensemble²².
20. En juillet 2022, les forces de police du Botswana ont signalé qu'entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2022, 349 meurtres avaient été signalés, dont 38 % étaient liés à la violence liée au genre, ce qui en fait une des principales causes de meurtre dans le pays au cours de cette période²³.
21. Le viol conjugal n'est pas une infraction pénale au Botswana, bien que d'autres formes de viol le soient.

Les droits des personnes réfugiées et migrantes

22. Le Botswana est un État partie à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés adoptée par les Nations unies et à son Protocole de 1967²⁴. Il est aussi partie à la Convention de l'Organisation de l'Union africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique adoptée en 1969 (Convention de l'OUA relative aux réfugiés²⁵). Cependant, le Botswana a adhéré à la Convention de 1951 en émettant sept réserves²⁶. Il dispose également d'une législation nationale sur les réfugiés, à savoir la loi sur les réfugiés (reconnaissance et contrôle) de 1968²⁷, qui régit les personnes demandeuses d'asile et réfugiées dans le pays.
23. L'un des principaux défis pour la protection des réfugié-e-s au Botswana est l'archaïsme de la législation nationale sur les réfugiés. La loi sur les réfugiés, qui a précédé l'adhésion du Botswana à la Convention de 1951, offre une protection insuffisante par rapport aux Conventions de l'ONU et de l'OUA. Les réserves émises à l'égard de la Convention de 1951 posent également problème, notamment les réserves sur l'article 26 concernant la liberté de circulation, sur l'article 17 concernant le travail salarié et sur l'article 34 concernant la naturalisation. Ainsi, le cadre législatif et politique du pays concernant la protection des populations réfugiées impose leur placement dans des camps, ce qui limite leur liberté de mouvement ; il prescrit des restrictions sur l'accès à l'emploi, restreignant les possibilités d'autonomie et d'intégration ; et il limite également les possibilités de solutions durables, en particulier pour ce qui est de l'intégration locale.
24. Bien que les demandeurs-euses d'asile puissent accéder librement au territoire, la procédure de détermination du statut est extrêmement lente et caractérisée par des taux élevés de rejet en raison de la « politique » basée sur le principe de « premier pays d'asile ». Les personnes demandeuses d'asile en attente de la détermination de leur statut sont arbitrairement détenues dans des installations aux conditions de vie cruelles et répressives sans autre raison que leur statut d'immigrant²⁸, et sans accès par ailleurs à une représentation légale, car le pays ne dispose pas encore de centres opérationnels d'accueil à court terme.
25. En conséquence, le droit de demander et de bénéficier de l'asile continue d'être fortement restreint. Le Botswana a accueilli moins de personnes réfugiées ou demandeuses d'asile que la plupart des autres pays d'Afrique (674 personnes réfugiées et 58 personnes demandeuses d'asile, selon les chiffres relevés au mois de septembre 2021²⁹). En avril 2021, le HCR a fait part de ses préoccupations après que les autorités ont expulsé 57 personnes réfugiées zimbabwéennes qui vivaient au Botswana depuis 2008³⁰. Comme elles ne s'étaient pas inscrites pour un rapatriement volontaire, elles ont été expulsées de force en mars 2021, ce qui équivaut à un refoulement.
26. La politique et les pratiques au Botswana concernant les personnes demandeuses d'asile consistent à les placer en détention dans l'attente de la détermination de leur statut. Ces personnes sont détenues arbitrairement sur de longues périodes dans le « Centre pour immigrants illégaux », où elles partagent les mêmes espaces que les « immigrants illégaux³¹ », dans des installations qui ne sont pas conçues pour héberger et protéger les personnes

demandeuses d'asile. Il s'agit plutôt d'établissements pénitentiaires comprenant des cellules dans un environnement répressif. Dans la plupart des cas, les personnes demandeuses d'asile perçoivent ces installations comme des prisons, l'environnement évoquant l'attente d'un procès, alors que ce qu'elles attendent essentiellement, c'est de la protection. Ce processus est particulièrement éprouvant pour les enfants, qui sont généralement détenus avec leurs parents, et qui se voient refuser l'accès à des services sociaux tels que l'éducation, en violation de la loi sur l'enfance³².

27. En juillet 2022, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire s'est rendu au Botswana et a constaté plusieurs cas où les conditions de détention ne respectaient pas les normes internationales, notamment celles des personnes demandeuses d'asile et de leurs enfants, lesquels n'avaient pas d'accès à l'éducation pendant leur placement en détention³³.
28. Les sans-papiers (définis comme des « immigrants illégaux » par la loi du Botswana) font également l'objet de détentions prolongées lorsqu'ils se trouvent en situation irrégulière dans le pays³⁴.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International appelle le gouvernement du Botswana à prendre les mesures suivantes :

Châtiments corporels

29. Comme recommandé dans l'examen précédent, mettre un terme à toutes les formes de châtiment corporel judiciaire prévues dans la loi, notamment les châtiments prescrits par les tribunaux traditionnels, ou le milieu scolaire et familial.

La peine de mort

30. Comme recommandé dans les examens précédents, abolir de toute urgence la peine de mort pour toutes les infractions.

En attendant l'abolition :

31. Instaurer immédiatement un moratoire officiel sur les exécutions et, comme le Botswana s'y est engagé lors du précédent examen, poursuivre un débat public national documenté visant à promouvoir l'abolition totale de la peine de mort ;
32. Retirer de la législation nationale les dispositions qui bafouent le droit international relatif aux droits humains et les normes en la matière, notamment en supprimant la peine de mort obligatoire pour toutes les infractions ;
33. Veiller à ce que l'information concernant l'heure fixée pour l'exécution soit donnée dans les meilleurs délais aux personnes susceptibles d'être exécutées, à leur famille et à leur représentant légal ; faire en sorte que les corps soient remis aux membres de la famille si ces derniers le souhaitent ;
34. Garantir que toutes les personnes passibles de la peine de mort - y compris celles issues de milieux socio-économiques défavorisés ou marginalisés - aient accès à une aide juridictionnelle efficace, depuis le moment de leur arrestation ou lorsqu'elles font face à des accusations criminelles pour la première fois, jusqu'aux appels et autres procédures de recours, et veiller à ce que cette assistance dispose de ressources suffisantes pour désigner dans toutes les régions du pays des avocats commis d'office qui soient qualifiés ; et
35. Soutenir les initiatives internationales en faveur de l'abolition de la peine de mort.

Les violences liées au genre

36. Donner la priorité à une formation initiale et continue appropriée et obligatoire pour tous les professionnel·e·s concernés, y compris les policiers, les enquêteurs, les détectives et les autres agents des forces de l'ordre qui

travaillent avec les victimes de la violence liée au genre, afin que ces personnes puissent remplir leurs obligations légales.

37. Fournir des ressources appropriées aux policiers et aux commissariats, notamment en veillant à ce que chaque poste de police dispose d'une salle réservée aux victimes.
38. Assurer une surveillance et une évaluation régulières et indépendantes du traitement des affaires de viol par la police, y compris le suivi de la qualité et de la rapidité des enquêtes, et y associer des objectifs liés à la performance.
39. Promouvoir des changements dans les modèles de comportement social et culturel des personnes de tous les genres en vue d'éradiquer les stéréotypes néfastes en matière de genre et les mythes entourant la violence sexuelle, notamment par des campagnes de sensibilisation documentées auxquelles tout le monde participe et qui s'adressent à tous les membres de la société botswanaise, ainsi que par une formation spécialisée sur ces questions pour les fonctionnaires travaillant dans le système judiciaire.
40. Ériger le viol conjugal en infraction.

Droits des personnes réfugiées et migrantes

41. Finaliser la révision de la loi sur les réfugiés pour s'assurer qu'elle est conforme aux normes internationales.
42. Mettre en œuvre des procédures d'asile équitables au sein du RAC (Refugee Advisory Committee, Comité consultatif pour les réfugiés), qui devraient appliquer les principes internationaux et s'abstenir de recourir à la politique basée sur le principe du « premier pays d'asile ».
43. S'abstenir de placer en détention les personnes demandeuses d'asile uniquement en raison de leur statut d'immigration et mettre en place d'autres options à la détention. Veiller à ce que les installations d'accueil soient équipées pour fournir des soins médicaux et évaluer leurs besoins avant de les laisser partir dans l'attente de la détermination de leur statut.
44. Lever les sept réserves du Botswana à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.
45. Mettre fin au système de placement en camps.
46. Permettre aux personnes réfugiées un accès sans entrave à l'emploi ainsi que la possibilité de se faire naturaliser.

ANNEXE 1

PRINCIPAUX DOCUMENTS D'AMNESTY INTERNATIONAL TRAITANT DE CES QUESTIONS

Botswana. Communication au Comité des Nations unies contre la torture, (Index : AFR 15/5762/2022), 30 juin 2022
<https://www.amnesty.org/fr/documents/afr15/5762/2022/fr/>

Botswana. L'exécution de deux personnes témoigne du mépris pour le droit à la vie dont fait preuve le gouvernement du président Mokgweetsi Masisi (Communication de presse), 9 février 2021,
<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/02/botswana-executions-of-two-people-show-contempt-for-right-to-life-under-president-masisis-government/>

Botswana. La première année au pouvoir du président Mokgweetsi Masisi est entachée par des exécutions (Communication de presse), 30 octobre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/botswana-president-masisi-first-year-in-office-marred-by-executions-2/>

Botswana. Le président élu Mokgweetsi Masisi doit faire de l'abolition de la peine de mort une priorité absolue (Communication de presse), 31 octobre 2019, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/10/botswana-president-elect-masisi-must-make-death-penalty-abolition-his-top-priority-2/>

Botswana. Amnesty International calls on Botswana to step up action to promote human rights (Index : AFR 15/8689/2018), 28 juin 2018, <https://www.amnesty.org/en/documents/afr15/8689/2018/en/>

Botswana. L'État fait un grand bond en arrière en exécutant un prisonnier (Communication de presse), 19 février 2018,
<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/02/botswana-execution-of-prisoner-is-an-appalling-step-backwards/>

ANNEXE 2

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
127.1 Ratify those international instruments that Botswana had committed to ratifying during the second cycle of the universal periodic review (Madagascar); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A12 Acceptance of international norms A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general	Partially Implemented
127.3 Continue to work on the implementation of its commitments to promote and protect human rights in the light of the recommendations already accepted (Sudan); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A12 Acceptance of international norms A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general	Partially Implemented
128.23 Ratify the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Armenia); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms B13 Genocide S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
128.24 Consider ratifying the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in view of the upcoming seventieth anniversary of its adoption (Rwanda); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms B13 Genocide S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented
128.10 Consider acceding to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Ethiopia); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons with disabilities	Implemented
128.13 Consider ratifying the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Mauritius); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons with disabilities	Implemented
Theme: A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF)			
127.4 Consider the creation of a national follow-up mechanism for recommendations on human rights issues, which would allow for the adequate follow-up of the obligations and recommendations made by regional and universal human rights systems (Paraguay); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF) Affected persons: - general	Partially implemented
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
127.5 Domesticate the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, in order to enhance the promotion and protection of women's rights (Namibia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partially Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A43 Human rights policies			
127.73 Implement gender equality policies that foster girls' access to health and education and raise awareness among the population about sexual and gender-based violence (Mexico). Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A43 Human rights policies A54 Awareness raising and dissemination E41 Right to health - General E51 Right to education - General F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - children	Not Implemented
Theme: A45 National Human Rights Institution (NHRI)			
127.6 Continue efforts to ensure that the national human rights institution that will be established will be in compliance with the Paris Principles (Portugal). Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.7 Expedite the establishment of a national human rights institution in conformity with the Paris Principles (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.8 Intensify efforts aimed at establishing a national human rights institution in line with the Paris Principles (Ukraine); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.9 Prioritize the setting-up of a national human rights institution in accordance with the Paris Principles (South Africa); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.10 Step up the process of setting up a national human rights institution in conformity with the Paris Principles (Togo); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.11 Accelerate the establishment of a national human rights institution in line with the Paris Principles (Afghanistan); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.12 Establish, without further delay, a national human rights institution that will be in full compliance with the Paris Principles (Liechtenstein); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.13 Establish a national human rights institution in line with the Paris Principles (Morocco); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.15 Complete its efforts to establish a national human rights institution in line with the Paris Principles (Greece); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)
127.17 Make every effort to ensure that its national human rights institution is in compliance with the Paris Principles (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Partially Implemented (this process is ongoing and the government says it should be concluded by the end of 2022)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
127.18 Ensure the independence of the Office of the Ombudsman as a national human rights institution in line with the Paris Principles (Canada); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Implemented
127.20 Ensure that the Office of the Ombudsman, as a national human rights institution, is independent and adequately financed in line with the Paris Principles (Germany); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Implemented
127.16 Establish a national human rights institution that is in line with the Paris Principles by finalizing and adopting the Ombudsman Amendment Bill that will confer a human rights mandate on the Office of the Ombudsman (Thailand); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General Affected persons: - general	Not Implemented
127.19 Take concrete steps towards the finalization of the bill on the transformation of the Office of the Ombudsman into a hybrid national human rights institution (Namibia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A45 National Human Rights Institution (NHRI) A41 Constitutional and legislative framework A44 Structure of the national human rights machinery Affected persons: - general	Not Implemented
Theme: A51 Human rights education - general			
127.63 Promote human rights education and awareness-raising for the public, including schools, through government ministries and other bodies (Ghana); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A51 Human rights education - general E51 Right to education - General E56 Basic/continuing education S04 SDG 4 - education Affected persons: - general	Partially Implemented
Theme: A53 Professional training in human rights			
127.25 Provide trainings on human rights principles and obligations for all law enforcement officers, as well as continue to investigate allegations of human rights violations, including violations committed by police officers, and hold accountable those who are responsible (Thailand); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	A53 Professional training in human rights B51 Right to an effective remedy D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - law enforcement / police officials	Partially Implemented
Theme: B31 Equality & non-discrimination			
127.65 Continue to put emphasis on gender equality and ensuring the rights of women and girls, including better access for them to education, aside from committing greater budgetary resources to the Women's Economic Empowerment Programme (Malaysia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women E51 Right to education - General S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S04 SDG 4 - education Affected persons: - women - girls	Partially Implemented
Theme: D23 Death penalty			
127.28 Take active steps to ensure that public consultations on the abolition of the death penalty, including on its abolition, are held, and include information on the outcome of those consultations in its next universal periodic review report (Rwanda); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D23 Death penalty D21 Right to life A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented (in context of review of Constitution)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
127.29 Renew the work towards holding a public national discussion on the death penalty (Ukraine); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D23 Death penalty D21 Right to life S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented (in context of review of Constitution)
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
128.48 Continue to fully implement various international human rights instruments, particularly the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, with a view to reducing gender-based violence (Indonesia); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women - girls - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partially Implemented
Theme: D27 Prohibition of slavery, trafficking			
127.39 Take concrete measures to prevent human trafficking and exploitation, especially of women and children (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking A42 Institutions & policies - General F13 Violence against women F33 Children: protection against exploitation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - children	Implemented
127.38 Continue to strengthen measures to combat human trafficking by providing training to service providers and stakeholders working with victims of human trafficking (Maldives); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking A53 Professional training in human rights S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - children - girls	Implemented
127.40 Work closely with civil society and non-governmental organizations in addressing human trafficking issues (Philippines); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking A61 Cooperation with civil society S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - children	Implemented
127.37 Take the necessary measures, as a country of origin, transit and destination for human trafficking and sexual exploitation of children, to address and investigate such crimes (Syrian Arab Republic); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking F31 Children: definition; general principles; protection D51 Administration of justice & fair trial B51 Right to an effective remedy B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Implemented
128.58 Take effective measures to prevent trafficking in human beings and to rehabilitate victims (Russian Federation); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - women - children - girls	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: D28 Gender-based violence			
127.31 Implement further measures to combat gender-based violence and take steps to strengthen legal protections for victims of gender-based violence (Australia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D28 Gender-based violence F13 Violence against women A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women - girls - vulnerable persons/groups	Partially Implemented
127.32 Train police officers and other stakeholders on the handling of reported cases of gender-based violence (Belgium); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D28 Gender-based violence F13 Violence against women A53 Professional training in human rights S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women - law enforcement / police officials	Partially Implemented
Theme: D29 Domestic violence			
127.30 Criminalize domestic violence and continue the elaboration and implementation of public policies to prevent, address, punish and eradicate all forms of violence against women, including building help centres for women victims of violence (Paraguay); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D29 Domestic violence F13 Violence against women A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented (marital rape still not criminalized)
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
127.34 Strengthen its domestic criminal legal system in order to effectively investigate and prosecute crimes (India); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	D51 Administration of justice & fair trial B51 Right to an effective remedy S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons:	Partially Implemented (domestic violence courts have been set up)
Theme: E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation			
127.27 Continue with reforms, which include introducing measures to diversify the economy and accelerate economic growth aimed at increased productivity, poverty reduction and the attainment of equitable social development (Indonesia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E21 Right to an adequate standard of living - general B41 Right to development B42 Human rights, structural adjustment/economic reform policies & foreign debt E25 Human rights & poverty E24 Right to social security S01 SDG 1 - poverty S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S12 SDG 12 - sustainable consumption and production S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - vulnerable persons/groups - persons living in poverty	Partially Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: E24 Right to social security			
127.41 Enhance its social protection programme in areas such as targeting mechanisms, implementation procedures and coordination (State of Palestine); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	E24 Right to social security A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - vulnerable persons/groups	Partially Implemented
Theme: E25 Human rights & poverty			
127.45 Continue working on poverty eradication initiatives with special focus on women and children (Bhutan); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	E25 Human rights & poverty E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S01 SDG 1 - poverty Affected persons: - women - children	Implemented
128.61 Strengthen further its efforts in the area of poverty eradication, including by strengthening and addressing shortcomings highlighted in the poverty-eradication programmes (Malaysia); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Supported	E25 Human rights & poverty E21 Right to an adequate standard of living - general S01 SDG 1 - poverty Affected persons: - persons living in poverty	Implemented
127.43 Continue taking further measures to eradicate poverty (Azerbaijan); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	E25 Human rights & poverty S01 SDG 1 - poverty Affected persons: - persons living in poverty	Implemented
Theme: F13 Violence against women			
127.33 Punish the authors responsible of sexual violence against women and girls (France); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	F13 Violence against women B51 Right to an effective remedy D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - girls	Partially Implemented
127.66 Take measures aimed at ending violence against women and girls and the discrimination suffered by them by influencing traditional practices that undermine gender equality and promoting greater participation of women in all sectors of society (Spain); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	F13 Violence against women F12 Discrimination against women F14 Participation of women in political and public life S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not Implemented
Theme: F14 Participation of women in political and public life			
127.35 Continue with efforts in the field of gender equality, especially by removing loopholes in national legislation and by encouraging participation of women in the economy and politics (Slovenia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	F14 Participation of women in political and public life B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not Implemented (Botswana has very low rate of women political participation)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
127.36 Continue to study the possibility of establishing the measures and mechanisms in order to improve the representation of women's access to decision making positions in politics (Mauritania); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 127	Supported	F14 Participation of women in political and public life B31 Equality & non-discrimination A42 Institutions & policies - General F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not Implemented
Theme: F33 Children: protection against exploitation			
128.68 Take effective measures to end violence against children, including sexual abuse and exploitation (Myanmar); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Supported	F33 Children: protection against exploitation F32 Children: family environment and alternative care S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - children	Not Implemented (corporal punishment in schools and home setting is still legal) Asylum seeker children are detained
Theme: A13 Reservations			
129.58 Lift its reservations on the Convention relating to the Status of Refugees, with a view to amending the policy of holding asylum seekers and refugees in camps and to providing them with work permits and decent job opportunities (Honduras). Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	A13 Reservations G5 Refugees & asylum seekers E31 Right to work S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - refugees & asylum seekers	Not Implemented
Theme: A22 Cooperation with treaty bodies			
128.33 Adopt an open, merit-based selection process when selecting national candidates for United Nations treaty body elections (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	A22 Cooperation with treaty bodies Affected persons: - general	Partially Implemented
Theme: B31 Equality & non-discrimination			
129.45 Decriminalize consensual, same-sex sexual acts (Sweden); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Implemented
129.46 Decriminalize same-sex sexual activities and ensure non-discrimination in accordance with Botswana's domestic and international human rights obligations (Iceland); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Implemented
129.48 Decriminalize consensual sexual relations between people of the same sex and act to stop the discrimination suffered by people because of their sexual orientation (Spain); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Implemented
Theme: D23 Death penalty			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.22 Establish a moratorium on the death penalty as a first step towards its full abolition and ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Portugal); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.33 Hold public consultations on the use of the death penalty and consider ratifying the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Uruguay); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.35 While welcoming the public debates on the death sentence, Namibia encourages Botswana to consider placing a moratorium on executions, commute all death sentences to other sentences and consider ratifying the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Namibia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A12 Acceptance of international norms D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.26 Enact a moratorium on the use of the death penalty, with a view to abolishing it, and enhance the promotion and the protection of the right to life (Holy See); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework D21 Right to life S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.28 Establish and implement a moratorium on executions as a first step towards the abolition of the death penalty (Belgium); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.16 Abolish the death penalty (France) (Honduras); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.17 Consider abolishing the death penalty (Mozambique); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.18 Give due consideration to the legal abolition of the death penalty and to the commutation of all death sentences to terms of imprisonment (Liechtenstein); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.19 Impose a moratorium on the use of the death penalty (Montenegro); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.20 Establish an official moratorium on executions and abolish the death penalty (Germany); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.21 Establish a moratorium on the application of the death penalty, with a view to holding informed debates about its full abolition (Mexico); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.23 Agree to a moratorium on the death penalty as a first step towards its ultimate abolition, as previously recommended (Ireland); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.25 Consider implementing a moratorium on the death penalty (Ghana); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.27 Establish a formal moratorium on the death penalty, as a step towards complete abolition of this practice (Australia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.29 Establish a moratorium on the use of the death penalty, with a view to its abolition in law and practice (Chile); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.30 Establish a moratorium on executions, with a view to fully abolishing the death penalty, as previously recommended (Estonia); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.31 Consider a moratorium on the death penalty, with a view to its legal and practical elimination (Ecuador); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.32 Repeal the death penalty and consider a moratorium pending its complete abolition (Canada); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.34 Consider initiating an inclusive public discussion on the implementation of a moratorium on the death penalty with the aim of abolishing it (Angola); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.24 Impose a country-wide moratorium on the death penalty that immediately halts all sentences and executions, with a view toward complete abolition of the death penalty (Iceland); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.36 Promote a national debate on the death penalty, with a view to establishing a moratorium on executions (Italy); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not Implemented
129.37 Abolish the death penalty definitively, hold a public debate to that end, and, in the meantime, humanize the process to mitigate the suffering of the persons sentenced and their families (Spain); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - children - prison officials	Not Implemented
Theme: D28 Gender-based violence			
129.38 Take measures to eliminate all forms of sexual and gender-based violence, including through criminalizing marital rape, investigating and prosecuting all acts of sexual violence and providing training to law enforcement officials on sexual and gender-based violence (Canada); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	D28 Gender-based violence A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women A53 Professional training in human rights S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - law enforcement / police officials - prison officials	Not Implemented
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
128.51 Ensure that all journalists can report freely on government activities without threat or harassment (United States of America); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	D43 Freedom of opinion and expression E31 Right to work E32 Right to just and favourable conditions of work S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not Implemented (during Covid period)
128.52 Improve legal protections for journalists, especially those receiving information from whistle-blowers or covering government protests (Australia); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	D43 Freedom of opinion and expression E31 Right to work E32 Right to just and favourable conditions of work S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not Implemented (during Covid period)
128.53 Refrain from using criminal charges to obstruct freedom of information and expression, including for journalists who receive information from whistle-blowers (Netherlands); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	D43 Freedom of opinion and expression E31 Right to work E32 Right to just and favourable conditions of work S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not Implemented (during Covid period)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: D6 Rights related to name, identity, nationality			
128.75 Amend the Citizenship Act and the citizenship regulations in accordance with the Convention on the Rights of the Child, so as to ensure every child's right to a nationality (Belgium); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	D6 Rights related to name, identity, nationality A41 Constitutional and legislative framework F31 Children: definition; general principles; protection S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
128.76 Adopt legislative measures, administrative measures and programmes which ensure the registration of all children born within its borders, regardless of their parents' migratory status or nationality, including refugees, founding children and those born outside of hospitals (Mexico). Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	D6 Rights related to name, identity, nationality A41 Constitutional and legislative framework G5 Refugees & asylum seekers S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children - migrants - vulnerable persons/groups - stateless persons	Not Implemented
128.73 Adopt legislative and normative acts to ensure the right of all children to acquire citizenship and ensure that no child is born stateless (Russian Federation); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	D6 Rights related to name, identity, nationality A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
128.74 Amend its legislation in order to grant nationality to any child born in Botswana who would otherwise be stateless, as well as to foundlings (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	D6 Rights related to name, identity, nationality A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - children	Not Implemented
Theme: E41 Right to health - General			
128.62 Widen the programmes to combat HIV for non-Botswana nationals (France); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	E41 Right to health - General E42 Access to health-care (general) E43 Access to sexual and reproductive health and services S03 SDG 3 - health Affected persons: - persons living with HIV/AIDS	Partially Implemented
128.63 Affirm that there is no international human right to abortion, resist calls to liberalize abortion and further implement laws aimed at protecting the right to life of the unborn child (Kenya); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	E41 Right to health - General E43 Access to sexual and reproductive health and services S03 SDG 3 - health A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - women - children	Not Implemented
Theme: F13 Violence against women			
129.39 Take urgent steps to address gender-based violence, including the creation of an act that makes marital rape illegal in Botswana (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	F13 Violence against women A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not Implemented

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
129.40 Enact specific legislation on marital rape and ensure that all violence against women and girls constitutes a criminal offence, as previously recommended (Ireland); Source of position: A/HRC/38/8 - Para. 129	Noted	F13 Violence against women A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women - girls	Not Implemented
Theme: F14 Participation of women in political and public life			
128.56 Increase women's representation in decision-making positions, in particular in the areas of access to water and services (Iraq); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	F14 Participation of women in political and public life E26 Human Rights & drinking water and sanitation Affected persons: - women	Not Implemented
128.55 Create mechanisms to increase the representation of women in positions of responsibility (Togo); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	F14 Participation of women in political and public life S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not Implemented
Theme: G3 Indigenous peoples			
128.72 Ensure that indigenous peoples receive proper access to public services and water, and repeal the hunting ban, as recommended by the United Nations Special Rapporteur (Canada); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	G3 Indigenous peoples A24 Cooperation with special procedures E26 Human Rights & drinking water and sanitation A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - Indigenous peoples	Not Implemented (Botswana considers all African Batswana as indigene and so no specific protection for indigenous persons)
128.69 Increase efforts to promote the rights and well-being of indigenous peoples (Philippines); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	G3 Indigenous peoples A43 Human rights policies S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - Indigenous peoples	Not Implemented (Botswana considers all African Batswana as indigene and so no specific protection for indigenous persons)
128.70 Strengthen measures to protect minorities and indigenous people living in the country (Benin); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	G3 Indigenous peoples A43 Human rights policies S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - Indigenous peoples	Not Implemented (Botswana considers all African Batswana as indigene and so no specific protection for indigenous persons)
Theme: G4 Migrants			
128.60 Take effective measures to improve the condition of migrant workers in compliance with international standards (Holy See); Source of position: A/HRC/38/8/Add.1	Noted	G4 Migrants E31 Right to work E32 Right to just and favourable conditions of work S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants	Not Implemented

- ¹ Rapport du Conseil des droits de l'homme lors de sa trente-huitième session, Doc ONU A/HRC/38/2, § 492
- ² Le Botswana a pris note de 13 recommandations formulées lors du précédent examen concernant la fin de la discrimination à l'encontre des personnes LGBTI, notamment par la dépénalisation des relations sexuelles entre personnes de même sexe : recommandations 128.46 (Philippines), 129.9 (Pays-Bas), 129.11-14 (Australie, Brésil, Allemagne, Uruguay) et 129.45-51 (Suède, Islande, Canada, Espagne, Argentine, France, États-Unis d'Amérique), Doc. ONU. A/HRC/38/8 et son additif A/HRC/38/8/Add.1
- ³ *Le Procureur général c Letsweletse Motshidiemang* (L'ONG LEGABIBO en tant qu'amicus curiae) CACGB-157-19
- ⁴ Recommandation 128.68 (Myanmar)
- ⁵ Bien que le Botswana ait pris note des recommandations l'invitant à ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées, il a indiqué lors de l'adoption du document final qu'il avait décidé de ratifier ce traité et qu'il devrait le faire d'ici 2018. Doc. ONU A.HRC/38/2 § 495
- ⁶ A/HRC/38/8 et son additif A/HRC/38/8/Add.1, recommandations 127.31-32 (Australie, Belgique) ; 127.60 (Éthiopie), 127.73 (Mexique), 128.48 (Indonésie),
- ⁷ A/HRC/38/8, recommandation 129.38 (Canada)
- ⁸ Recommandations 127.28 (Rwanda) et 127.29 (Ukraine)
- ⁹ Recommandations 127.6 -20 (Portugal, Sierra Leone, Ukraine, Afrique du Sud, Togo, Afghanistan, Liechtenstein, Maroc, Grèce, Thaïlande, Timor-Leste, Canada, Namibie, Allemagne);
- ¹⁰ Recommandations 127.1 (Madagascar), 127.3 (Soudan), 127.5 (Namibie), 128.23 (Arménie) 128.24 (Rwanda)
- ¹¹ Loi sur les enfants (Children's Act), 2009, No. 8 de 2009
- ¹² Rapport 2020/21 d'Amnesty International, *La situation des droits humains dans le monde*, 7 avril 2021, N°index : POL 10/3202/2021
- ¹³ Au moment de la rédaction de ce rapport, la majorité des pays du monde (110) ont aboli la peine de mort pour toutes les infractions et plus des deux tiers sont considérés par Amnesty International comme abolitionnistes en droit ou en pratique.
- ¹⁴ Loi de révision du Code pénal, Cap. 08:01 2018
- ¹⁵ Botswana Defence Force Act (Loi sur les forces armées), n°3 of 2018
- ¹⁶ Comité des droits de l'homme des Nations unies, Observation générale n° 36, Article 6 : droit à la vie, doc. ONU CCPR/C/GC/36, 3 septembre 2019, § 37.
- ¹⁷ Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, *Ally Rajabu et autres c. République-Unie de Tanzanie*, Requête n°007/2015, Arrêt 28 novembre 2019, § 114, <chrome-extension://efaidnbnmnibpcjagclclefindmkaj/https://www.african-court.org/cpmt/storage/app/uploads/public/5f5/63d/fe5/5f563dfe5aabe782317602.pdf>
- ¹⁸ Amnesty International, *Condamnations à mort et exécutions en 2021* (Index : ACT 50/5418/2022), mai 2022.
- ¹⁹ Comité des droits de l'homme, Observation générale n°36 sur l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, concernant le droit à la vie, Doc. ONU CCPR/C/GC/36, 3 septembre 2019, § 40, et Observations finales du Comité des droits de l'homme, Japon, Doc. ONU CCPR/C/JPN/CO/5. Voir aussi les Observations finales concernant le second rapport périodique du Japon adoptées par le Comité lors de sa 15^e session (6-31 mai 2013), Doc. ONU (6-31 mai 2013), Doc. ONU CAT/C/JPN/CP/2 ; et rapport intérimaire du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Doc. ONU A/67/279, § 50.
- ²⁰ Genderlinks Gender Based Violence Indicators Study © Copyright 2012 GL and WAD ISBN: 978-0-9869880-3-5
- ²¹ Xinhua, 'Roundup: Gender based violence cases rise in Botswana, 15 avril 2021, http://www.xinhuanet.com/english/africa/2021-04/15/c_139880835.htm
- ²² Genderlinks Gender Based Violence Indicators Study © Copyright 2012 GL and WAD ISBN: 978-0-9869880-3-5
- ²³ The Botswana Gazette, "300 murders in three months", 27 juillet 2022, <https://www.thegazette.news/news/300-murders-in-three-months/>
- ²⁴ L'Assemblée générale des Nations unies, Convention relative au statut des réfugiés, https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=V-2&chapter=5&Temp=mtdsg2&clang=_fr
- ²⁵ La Convention de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) sur les réfugiés de 1969 et la protection des personnes fuyant les conflits armés et autres situations de violence dans le contexte de la détermination du statut de réfugié individuel, janvier 2013, <https://au.int/sites/default/files/treaties/36400-sl-OAU%20Convention%20Governing%20the%20Specific%20Aspects%20of%20Refugee%20Problems%20in%20Africa.pdf>
- ²⁶ Article 7 - Dispense de réciprocité, article 12, § 1 - Statut personnel, article 17 - Professions salariées, article 26 - Liberté de circulation, article 31 - Réfugiés en situation irrégulière dans le pays d'accueil, article 32 - Expulsion et article 34 sur la naturalisation.
- ²⁷ Botswana : Loi sur les réfugiés (Reconnaissance et contrôle) de 1968, Cap. 25:03, 5 avril 1968, disponible sur : <https://www.refworld.org/docid/3ae6b4d60.html> [consulté le 27 février 2021]
- ²⁸ Daily Maverick, Botswana: Asylum-seekers accuse prison officials of ill-treatment and sexual assault, 8 janvier 2018, <https://www.dailymaverick.co.za/article/2018-01-08-botswana-asylum-seekers-accuse-prison-officials-of-ill-treatment-and-sexual-assault/>

²⁹ Courriel du responsable du bureau du HCR au Botswana, 13 septembre 2021.

³⁰ VOA, UNHCR Voices Concern After Botswana Deports Zimbabwean Refugees, 18 avril 2021

[https://www.voanews.com/a/africa_unhcr-voices-concern-after-botswana-deports-zimbabwean-refugees/6204751.html#:~:text=High%20Commissioner%20for%20Refugees%20\(UNHCR,forced%20removal%20late%20last%20week](https://www.voanews.com/a/africa_unhcr-voices-concern-after-botswana-deports-zimbabwean-refugees/6204751.html#:~:text=High%20Commissioner%20for%20Refugees%20(UNHCR,forced%20removal%20late%20last%20week).

³¹ Terme général qui comprend les sans-papiers, les migrant·e·s irréguliers, les personnes demandeuses d'asile déboutées, les réfugié·e·s qui se sont vu retirer leur statut de réfugié, les personnes déclarées « indésirables ».

³² Section 18 de la loi sur les enfants (Children's Act), 2009 (No. 8 de 2009)

Voir aussi E. Macharia Mokobi (2020) Child asylum seekers in Botswana: a critique of the Ngezi and Iragi Decisions Safeguarding Children's Rights in Immigration law, p. 217 - 233

³³ Nations unies, Botswana must urgently embrace further safeguards against arbitrary detention for all – UN experts, 15 juillet 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/07/botswana-must-urgently-embrace-further-safeguards-against-arbitrary#:~:text=The%20Working%20Group%20on%20Arbitrary,of%20asylum%2Dseekers%20and%20immigrants>.

³⁴ Nations unies, Botswana must urgently embrace further safeguards against arbitrary detention for all – UN experts, 15 juillet 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/07/botswana-must-urgently-embrace-further-safeguards-against-arbitrary#:~:text=The%20Working%20Group%20on%20Arbitrary,of%20asylum%2Dseekers%20and%20immigrants>